

**L'investissement responsable :  
une force en matière  
de lutte contre la pauvreté.**

**Encadrer le débat.**

Par Rory Sullivan et Helena Viñes Fiestas



## **La crise actuelle permet de repenser ce que les investisseurs pourraient apporter à l'éradication de la pauvreté à l'échelle mondiale.**

### **Introduction**

Les turbulences sans précédents qui agitent les marchés financiers ont conduit à une perte de confiance aigüe dans les systèmes financiers mondiaux. Les institutions financières et l'ensemble du marché ont été critiqués pour leurs politiques à court terme, leur manque de transparence et parce qu'ils déclinent toute responsabilité envers les régulateurs ou la société en général. La crise du crédit a également soulevé de plus amples questions sur le rôle que les investisseurs devraient revêtir dans la société, notamment en ce qui concerne leurs investissements spécifiques, et sur la manière dont ils exercent leur influence pour que les impacts sociaux et environnementaux positifs résultant de leurs activités d'investissement soient décuplés, et les impacts négatifs minimisés.

Selon Oxfam, la crise actuelle offre l'opportunité de repenser la contribution que les investisseurs peuvent apporter pour éradiquer la pauvreté à l'échelle mondiale. Les investisseurs ont un rôle important à jouer dans la lutte contre la pauvreté en soutenant la croissance économique, en créant des infrastructures et en développant un secteur privé dynamique et animé de l'esprit d'entreprise. De plus, Oxfam estime que les investisseurs pourraient jouer un rôle encore plus important en encourageant les entreprises à développer leur responsabilité commerciale.

Toutefois, l'influence des investisseurs (ou des investissements en général) a été positive, mais de façon ambiguë. Par exemple, beaucoup s'inquiètent des conséquences négatives du développement des flux de capitaux volatils (comme lors de la crise financière asiatique de 1997),<sup>1</sup> des impacts sociaux et environnementaux négatifs de nombreux grands projets d'infrastructures,<sup>2</sup> de la priorité donnée par les investisseurs aux profits à court terme plutôt qu'à la création d'entreprises performantes et durables,<sup>3</sup> ainsi que des inconvénients de la libéralisation du commerce et de l'investissement.

Dans cet ordre d'idées, Oxfam a lancé un nouveau projet : « De meilleurs retours dans un monde meilleur ». Ses objectifs sont : d'analyser le rôle que les investisseurs institutionnels peuvent jouer en matière de lutte contre la pauvreté, d'encourager les investisseurs à tenir compte des problèmes liés à la pauvreté dans leurs décisions d'investissement et d'identifier les obstacles importants que rencontre l'investissement à long terme dans les pays en développement.<sup>4</sup>

Ce document de travail est la première partie du projet. Il a trois objectifs. Le premier vise à établir la preuve évidente de l'importance majeure des investisseurs dans l'agenda du développement. Le second vise à fournir un cadre analytique pour le projet. Le dernier vise à identifier certaines des questions prioritaires qui seront approfondies dans le cadre du projet.



## 1. Pourquoi les investisseurs jouent-ils un rôle critique dans l'agenda du développement ?

**Dans de bonnes conditions, les afflux d'investissements privés à long terme peuvent offrir des avantages sociaux et des bénéfices de développement considérables.**

Le pouvoir des investisseurs institutionnels – notamment les banques d'investissement, les sociétés d'assurances, les fonds de retraite ou de pension, les fonds de couverture et les fonds communs de placement – repose tout d'abord sur leur rôle en tant que gestionnaires d'immenses réservoirs de capitaux. La contribution que ces capitaux pourraient apporter à l'éradication des obstacles économiques au développement et à la lutte contre la pauvreté est particulièrement importante dans le cadre de ce débat. Les investisseurs sont également importants à cause de l'influence qu'ils exercent sur la gouvernance et sur la conduite des entreprises dans lesquelles ils investissent et, au-delà, sur la politique publique.

### L'allocation de capitaux

Investir dans les pays en développement n'est pas sans équivoque. Bon nombre de ces économies ont été caractérisées par une instabilité économique et politique, des marchés financiers embryonnaires, un manque de transparence, ainsi qu'une faible protection des investisseurs. Par conséquent, ces derniers ont souvent cherché une meilleure protection ou des retours plus importants que ceux obtenus quand ils investissent dans les activités ou les entreprises équivalentes des pays développés.

Bien que les difficultés soient réelles, les investisseurs ont de bonnes raisons de penser à placer des capitaux dans les pays en développement, car cette approche peut fournir des retours potentiellement plus élevés, en particulier dans les pays à forte croissance économique.<sup>5</sup>

De plus, dans de bonnes conditions, les afflux d'investissements privés à long terme peuvent offrir des avantages sociaux et des bénéfices de développement considérables en soutenant la croissance économique, en dégagant du capital pour construire les infrastructures essentielles, en contribuant à l'existence d'un secteur privé dynamique et animé de l'esprit d'entreprise et en payant les taxes dont le gouvernement a besoin pour bénéficier des équipements et des services indispensables, tels que les écoles et les hôpitaux. En outre, les investissements dans des domaines tels que la microfinance (investissements effectués en direct ou par l'intermédiaire de véhicules d'investissement en microfinance, – les VIM) contribuent sans détour à améliorer l'accès au financement, une question importante en matière de réduction de la pauvreté.<sup>6</sup>



Toutefois, dans une perspective évolutive, ce n'est pas sans ambiguïté que les investissements effectués dans les pays en développement se sont révélés positifs. Tout d'abord, la distribution de ces investissements s'est concentrée sur une poignée de grands pays à revenus moyens tels que la Chine, l'Inde et la Thaïlande, tandis que relativement peu d'investissements ont été alloués aux pays à faible revenu. De plus, les flux<sup>7</sup> d'investissements peuvent être fortement instables et sujets à des retournements soudains. Par exemple, les sorties de fonds de l'Indonésie durant la crise financière de 1998-99 ont contribué à un déclin considérable de son PIB qui, à son tour, a entraîné une forte hausse du chômage atteignant les 15 millions de personnes, tandis que l'extrême pauvreté se multipliait par quatre. Ce type de sorties de capitaux<sup>8</sup> qui met à mal les acquis du développement durement gagnés au cours des décennies précédentes était habituel dans les régions de l'Asie orientale et du Pacifique à cette époque.<sup>9</sup>

### **Influencer les opérations des entreprises**

D'importantes raisons commerciales poussent les entreprises à gérer leurs impacts sociaux et environnementaux de manière proactive. Des problèmes tels que la dégradation de l'environnement, le changement climatique, le VIH-Sida, les conflits ethniques et des systèmes de santé et d'éducation inadéquats peuvent avoir un impact négatif sur les coûts de l'entreprise et représentent des risques considérables pour les actifs et la réputation de celle-ci. Dans une société de plus en plus prospère et stable, d'importants avantages commerciaux apparaissent: les travailleurs sont compétents et en bonne santé, le bien-être matériel se développe, il est possible d'effectuer des prévisions commerciales et financières, et l'économie est bien dirigée. De plus, les entreprises auront accès à de nouvelles opportunités commerciales en développant par exemple de nouveaux produits, services et technologies, ou encore en modifiant certains modèles commerciaux afin de relever les défis sociaux et environnementaux. L'approche proactive ne concerne pas seulement le volet commercial, mais il existe également une dimension éthique importante, et bon nombre de grandes entreprises reconnaissent avoir l'obligation d'agir de manière responsable.

Les investisseurs acceptent de plus en plus ces arguments. Un nombre croissant d'investisseurs institutionnels ont travaillé à encourager une meilleure gestion des entreprises et, plus récemment, à inciter à une prise de responsabilité de la part de celles-ci. Au cours des dernières années, les investisseurs ont joué un rôle clé qui a donné des résultats importants: le prix des médicaments pour le traitement du sida ont diminué de manière spectaculaire, certaines entreprises se sont retirées de groupes de pression industriels peu coopératifs, des normes environnementales ont été adoptées et des améliorations des conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement du commerce de détail ont été votées.<sup>10</sup> Les investisseurs ont utilisé un ensemble de stratégies bien particulières pour obtenir ces résultats, et l'encadré 1 à la page suivante en fournit quelques exemples.



**Les investisseurs peuvent influencer de manière constructive la politique publique sur les questions sociales et environnementales.**

**Encadré 1 : Exercer de l'influence – quelques exemples**

**La recherche et l'engagement** Depuis 2002, Insight Investment a vivement encouragé les entreprises à améliorer la manière dont ils géraient leur chaîne d'approvisionnement. Insight a mené des recherches sur les résultats que pouvaient avoir les pratiques d'achat et de fixation des prix sur les normes de travail des chaînes d'approvisionnement. Elle a également examiné comment certaines sociétés s'exposaient aux pires formes de main-d'œuvre enfantine. Elle a référencé les performances des revendeurs et des supermarchés par rapport aux normes de travail en vigueur dans les chaînes d'approvisionnement et a ensuite collaboré avec ces mêmes entreprises pour améliorer leur gestion, leur audit comptable et leur expertise. Cela a permis à un certain nombre de sociétés d'améliorer la gestion de ces problèmes, en particulier dans le secteur du commerce de détail.<sup>11</sup>

**Le désinvestissement** Le Fonds de pension du gouvernement – Global norvégien a retiré ses avoirs d'un certain nombre d'entreprises qui ne répondaient pas à ses critères sociaux et environnementaux, comme par exemple Wal-Mart, BAE Systems, Boeing, EADS, et il y a peu, Rio Tinto.<sup>12</sup>

**Utiliser les droits des actionnaires (le vote)** En 2008, plus de 50 résolutions d'actionnaires liées au changement climatique ont été déposées aux Etats-Unis, reflétant les préoccupations croissantes des investisseurs en ce qui concerne les risques du réchauffement global. Près de la moitié de ces résolutions ont été retirées par la suite, lorsque les entreprises se sont engagées à fixer des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.<sup>13</sup>

**Le partenariat avec d'autres acteurs** En 2001, Oxfam a lancé sa campagne « Réduisez les coûts » et a fait appel aux entreprises pharmaceutiques, notamment GlaxoSmithKline (GSK), pour qu'elles facilitent l'accès aux médicaments dans le monde en développement. Les antirétroviraux (ARV) nécessaires au traitement du VIH-Sida étaient particulièrement visés. Les investisseurs, préoccupés par les risques liés à la réputation de l'entreprise, poussèrent GSK et d'autres entreprises à se préoccuper de manière constructive des questions soulevées par Oxfam. Plus tard, cette implication poussa GSK à réduire considérablement le prix des ARV de première ligne, un premier pas important vers un accès plus rapide à ces médicaments.<sup>14</sup>



Malgré ces résultats positifs, les investisseurs ont été critiqués pour avoir accordé trop d'importance aux retours financiers à court terme ; on considère que les entreprises ne tiennent pas compte des implications à plus long terme de leurs stratégies et qu'ils n'incluent pas les facteurs sociaux et environnementaux dans leurs décisions. Par exemple, dans le secteur pharmaceutique, la pression qu'exercent les investisseurs sur les entreprises pharmaceutiques pour qu'elles maintiennent une croissance à deux chiffres renforce un modèle de gestion qui se concentre sur le développement d'un petit nombre de médicaments « vedettes » vendus à des prix élevés, ceci aux dépens de la performance financière à plus long terme et des bienfaits qui pourraient en résulter en matière de santé publique.<sup>15</sup> Le résultat est un manque d'investissement dans de nouveaux médicaments, des prix et des coûts de marketing plus élevés et une concentration sur les fusions et acquisitions, plutôt que sur le développement de nouveaux produits comme moyen de croissance de l'entreprise.

Il est important de souligner que certains grands investisseurs, préoccupés par les perspectives de croissance futures de l'industrie, ont appelé celle-ci à transformer ses modèles commerciaux pour faciliter l'accès aux médicaments dans les pays en développement. Les initiatives menées par des investisseurs tels que le Forum des actionnaires pharmaceutiques et PharmaFutures ont montré qu'un tel changement pouvait améliorer les performances financières et sociales à plus long terme.<sup>16</sup>

### **L'influence de la politique publique**

Les investisseurs sont capables d'influencer de manière constructive la politique publique en matière de questions sociales et environnementales, et ce rôle est nouveau. Il existe néanmoins des signes indiquant qu'ils pourraient avoir un rôle important à jouer pour que la politique publique puisse offrir des résultats sociaux et environnementaux positifs. Le rôle des investisseurs lors des congrès concernant la transparence des revenus en est un exemple. Plus de 70

gestionnaires de portefeuille représentant 12,3 milliards de livres sterling d'actifs sous gestion, ont soutenu de manière active L'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (ITIE) – une initiative internationale impliquant des actionnaires multiples, des gouvernements de pays développés et en développement, des entreprises ainsi que des ONG, dont Oxfam.<sup>17</sup> L'EITI encourage les entreprises d'extraction à être plus transparentes dans leurs versements aux gouvernements hôtes. La transparence de plus en plus grande des contrats et des dépenses est un premier pas vers l'obligation de mieux rendre compte des termes de ces contrats et de la gestion des revenus provenant du pétrole, du gaz et des minerais exercée par les gouvernements.



**Les attitudes ont changé, et le commerce est considéré maintenant comme un élément essentiel pour atteindre les ODM.**

## 2. Encadrer le débat

Nous pensons que la manière la plus profitable d'encadrer le débat est de situer notre travail au niveau des buts et des objectifs de la lutte contre la pauvreté reconnus à l'échelle internationale. Nous nous basons donc sur les Objectifs de développement du Millénaire (ODM) pour définir quelles sont les questions importantes et liées à la pauvreté sur lesquelles l'intérêt des investisseurs devrait se porter. Dans le même ordre d'idées, nous utilisons les Principes des Nations unies pour l'investissement responsable (UNPRI) comme point de départ pour définir le rôle et les responsabilités des investisseurs.

### Le commerce et les Objectifs de développement du Millénaire

En 2000, les dirigeants mondiaux se sont réunis aux Nations Unies et ont adopté les ODM, s'engageant à agir de manière coordonnée afin de réduire l'extrême pauvreté. Les ODM sont huit objectifs à atteindre d'ici 2015 et qui vont de la réduction de moitié de la pauvreté de revenu à la lutte contre le VIH-Sida en passant par l'éducation primaire pour tous.<sup>18</sup> Ensemble, les ODM, adoptés par tous les pays du monde et par les institutions de développement les plus importantes, représentent le cadre principal des efforts internationaux qui s'attaquent à la pauvreté (voir encadré 2).

En 2008, à mi-chemin du but, des progrès encourageants ont été faits dans certains secteurs. Par exemple, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a diminué de 278 millions entre 1990 et 2004 – et de 150 millions au cours des cinq dernières années –, 40 millions d'enfants supplémentaires sont

scolarisés, la disparité de genre dans l'enseignement primaire et secondaire a diminué de 60%, 2 millions de personnes sont sauvées chaque année grâce à l'immunisation et 2 millions de personnes bénéficient actuellement d'un traitement pour le VIH-Sida.<sup>19</sup>

Cependant, la route est encore longue : 1,4 milliard de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté, 10 millions d'enfants meurent chaque année avant leur cinquième anniversaire et 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. De plus, bon nombre d'acquis atteints à ce jour sont fragiles. La crise financière mondiale actuelle, alimentée par le resserrement du crédit, le ralentissement économique des pays développés ainsi que l'inflation galopante, vont sans doute ralentir la croissance économique du monde en développement, menaçant d'entraver, voire même de renverser, les progrès en vue d'atteindre les ODM.<sup>20</sup> L'impact que la crise financière aura sur les pays en développement est inconnu, bien que les prévisions suggèrent que les flux de fonds en direction des marchés émergents pourraient chuter de près de 25%,<sup>21</sup> aggravant encore les problèmes causés par le prix élevé des carburants et par la réduction possible de l'aide internationale. Au-delà de la crise financière, d'autres problèmes apparaissent : les prix alimentaires ont augmenté de 83% au cours des trois dernières années, poussant 100 millions de personnes supplémentaires en-dessous du seuil de pauvreté,<sup>22</sup> et les changements de climat affectent déjà négativement les communautés pauvres des pays en développement suite à un plus grand nombre de pluies imprévisibles, de sécheresses et d'inondations.<sup>23</sup>

### Encadré 2 : Les Objectifs de développement du Millénaire

Objectif 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Objectif 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

Objectif 3 Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

Objectif 4 Réduire la mortalité infantile

Objectif 5 Améliorer la santé maternelle

Objectif 6 Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies

Objectif 7 Assurer un environnement durable

Objectif 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



Lors de la première élaboration des ODM, il appartenait avant tout aux gouvernements et aux institutions internationales de les atteindre, le commerce étant perçu comme jouant un rôle secondaire. Depuis 2000, les attitudes ont changé et le commerce est à présent reconnu comme un élément important pour atteindre les ODM.<sup>24</sup> En 2007, la déclaration de l'Appel à l'action des entreprises fut proclamée. Jusqu'à présent, elle a été signée par 77 grandes entreprises – dont Accenture, Anglo American, Barclays, Cemex, KPMG, McKinsey & Co, SABMiller, Swiss Re et Vodafone. Cette déclaration encourage les entreprises à soutenir activement la croissance et à réduire la pauvreté dans les pays en développement en augmentant les investissements, en créant des emplois et en développant encore la technologie et l'innovation.<sup>25</sup>

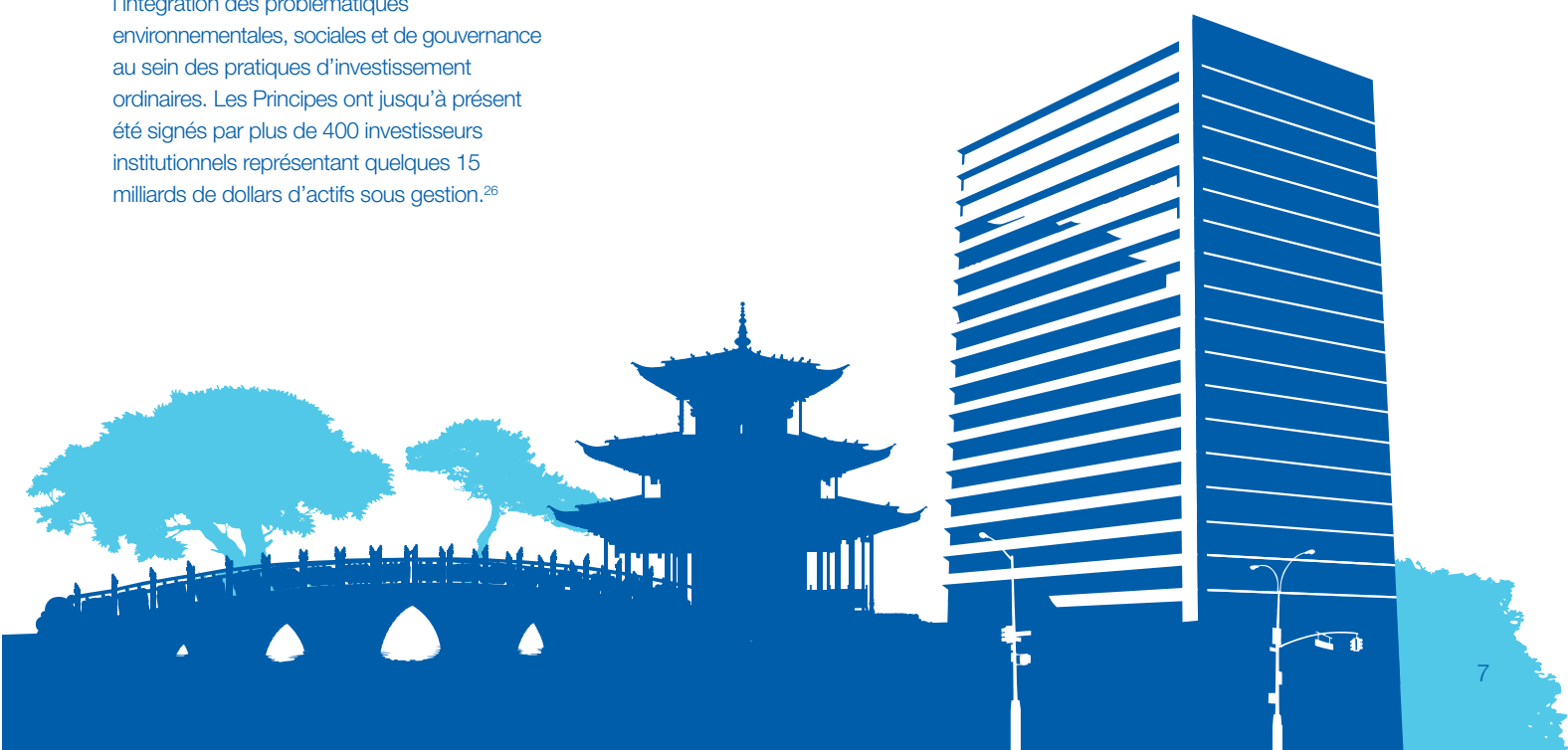
### **L'investissement responsable et les principes des Nations Unies**

Le fait que les investisseurs aient des responsabilités sociales et environnementales est de plus en plus accepté dans l'industrie de l'investissement. C'est peut-être encore plus visible dans la manière dont les investisseurs soutiennent les UNPRI résumés dans l'Encadré 3. Les Principes, lancés en 2006, ont été développés par des investisseurs institutionnels et sont soutenus par le Pacte mondial des Nations Unies, ainsi que par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, avec le soutien direct du Secrétaire général des NU. Ils visent à développer et à promouvoir une meilleure pratique dans le domaine de l'investissement responsable en facilitant l'intégration des problématiques environnementales, sociales et de gouvernance au sein des pratiques d'investissement ordinaires. Les Principes ont jusqu'à présent été signés par plus de 400 investisseurs institutionnels représentant quelques 15 milliards de dollars d'actifs sous gestion.<sup>26</sup>

### **Encadré 3 : Les principes des Nations unies pour l'investissement responsable**

En tant qu'investisseurs institutionnels, nous avons le devoir d'agir au mieux des intérêts à long terme de nos bénéficiaires. Dans ce rôle fiduciaire, nous estimons que les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) peuvent influencer sur la performance des portefeuilles d'investissement (à des degrés divers selon les entreprises, les secteurs, les régions, les classes d'actifs et le moment). Nous sommes en outre convaincus que l'application de ces Principes pourra éveiller les investisseurs aux grands objectifs de la société. En conséquence, dans la mesure où cela est compatible avec nos responsabilités financières, nous prenons les engagements suivants :

- 1** Nous prendrons en compte les questions ESG dans les processus d'analyse et de décision en matière d'investissements.
- 2** Nous serons des investisseurs actifs et prendrons en compte les questions ESG dans nos politiques et dans nos pratiques d'actionnaires.
- 3** Nous demanderons aux sociétés dans lesquelles nous investissons de publier des informations appropriées sur les questions ESG.
- 4** Nous veillerons à ce que l'implémentation des Principes soit acceptée auprès des acteurs de la gestion d'actifs.
- 5** Nous travaillerons ensemble pour mieux appliquer les Principes.
- 6** Nous rendrons compte individuellement de nos activités et de nos progrès dans l'application des Principes.



**L'intégration des questions liées à la pauvreté et au développement au sein des activités d'investissement permet d'améliorer de manière considérable les vies de millions de personnes qui vivent dans la pauvreté et d'accroître les retours des investissements à long terme.**

### **3. Faire le lien entre les UNPRI et les ODM**

Les Principes représentent un cadre générique pour les gestionnaires et les propriétaires d'actifs, plutôt qu'un cadre de mise en œuvre détaillé sur les questions prioritaires identifiées par les ODM. Les questions qui, selon nous, doivent être résolues pour que les Principes puissent jouer un rôle plus important dans l'agenda pour le développement (et qui feront l'objet du projet d'Oxfam « De meilleurs retours dans un monde meilleur ») incluent :

**1 Pourquoi les questions liées à la pauvreté devraient-elles être intégrées aux allocations d'actifs et aux processus décisionnels en matière d'investissement ?** Leur omission met-elle la valeur financière en danger ou son inclusion aide-t-elle à créer cette valeur financière ?

**2 Les questions liées à la pauvreté peuvent-elles être incorporées à l'analyse de l'investissement ?** La performance des entreprises dans les questions liées à la pauvreté peut-elle être mesurée ? Comment ces données peuvent-elles être incorporées à l'analyse de l'investissement et au processus décisionnel ?

**3 Quels sont les délais appropriés pour tenir compte des questions liées à la pauvreté dans les pratiques d'investissement ?** Les horizons prévisionnels des investissements actuels sont-ils appropriés ?

**4 Quels devraient être les objectifs de l'engagement des investisseurs en matière de développement et de lutte contre la pauvreté ?** Cet engagement est-il mieux tenu au sein de l'agenda pour le développement en ce qui concerne les questions spécifiques ou est-il possible d'adopter une approche intégrée ? A l'heure actuelle, les investisseurs négligent-ils certaines questions ?

**5 Quels types de rapport faut-il présenter ?** Quelles informations les entreprises devraient-elles transmettre pour apporter leur contribution à la lutte contre la pauvreté ?

En outre, nous espérons que le projet abordera certaines questions plus vastes et convergentes telles que :

- Quel rôle les investisseurs jouent-ils dans les différentes classes d'actifs (par ex. les actions et obligations)
- Les investisseurs devraient-ils avoir des attentes différentes de la part d'entreprises de pays développés et en développement ?
- Dans quelle mesure les horizons prévisionnels des investissements influencent-ils les avis des investisseurs en matière de lutte contre la pauvreté ?
- Quelles sont les obstacles à l'investissement à plus long terme dans les pays en développement (par ex. les motivations, les fausses croyances, les mesures d'incitation) ?
- Quels changements réglementaires, ou autres mesures d'incitation, pourraient être utilisés pour mieux mettre en valeur le développement en faveur des plus pauvres ?

## Conclusion

La crise financière actuelle nous offre une opportunité unique de réexaminer nos opinions et nos croyances en ce qui concerne le rôle des investisseurs institutionnels en matière de développement. Le point de départ d'Oxfam dans le cadre de son projet « De meilleurs retours dans un monde meilleur » est que l'intégration des questions liées à la pauvreté et au développement dans les activités d'investissement permet d'améliorer les vies de millions de personnes qui vivent dans la pauvreté d'une manière considérable et d'augmenter les retours des investissements à long terme.

Nous espérons que ce projet fournira à Oxfam les précisions nécessaires sur la contribution que les investisseurs peuvent apporter, et sur les limitations de celle-ci, ainsi qu'un cadre de débat avec les investisseurs et les gouvernements concernant la manière dont la contribution au développement exercée par la communauté des investisseurs peut être améliorée le mieux possible.

### Notes

1. Oxfam America (2002) « Global Finance Hurts the Poor: Analysis of the impact of North-South private capital flows on growth, inequality, and poverty », [www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org).
2. Pour des exemples spécifiques et de plus amples informations, visitez [www.banktrack.org](http://www.banktrack.org).
3. Voir [www.marathonclub.co.uk](http://www.marathonclub.co.uk).
4. Pour une description plus exhaustive des objectifs, de la portée et des progrès du projet, voir [www.oxfam.org.uk/business](http://www.oxfam.org.uk/business).
5. R. Gottschalk (2003) « Why it Can Be Economically and Morally Rewarding to Invest in Developing Countries », document élaboré dans le cadre du projet « Understanding and Enhancing Private Capital Flows to Emerging Markets », Institute of Development Studies : Brighton : Royaume-Uni.
6. La microfinance est le financement de prêts et de différents services tels que les dépôts d'épargne, les remises de fonds et les régimes d'assurances pour les ménages pauvres et à faible revenu, en particulier les femmes et leurs microentreprises. Voir, en général, Forum for the Future (2007) « New Horizons: creating value, enabling livelihoods ».
7. CNUCED (2008) « World Investment Report 2008: Transnational Corporations and the Infrastructure Challenge », [www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=10502&intItemID=2068&lang=1](http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=10502&intItemID=2068&lang=1).
8. D. Green (2008) « From Poverty to Power », Oxfam International : Oxford ; Oxfam International Briefing (1998) « East Asian "recovery" leaves the poor sinking », [www.oxfam.org.uk/resources/policy/debt\\_aid/index.html](http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/debt_aid/index.html).
9. C. Wilson (2005) « Overcoming Violent Conflict: Volume 5, Peace and Development Analysis in Indonesia: PNUD : Indonésie ».
10. R. Sullivan et C. Mackenzie (éditeurs) (2006) « Responsible Investment », Greenleaf Publishing : Royaume-Uni.
11. Insight Investment (2008) « Responsible supply chain management », <http://www.ft.com/cms/s/0/69bb6282-6edf-11dd-a80a-0000779fd18c.html>.
12. Ministère des Finances de Norvège (2008) « Companies Excluded from the Investment Universe », <http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/Selected-topics/andre/Ethical-Guidelines-for-the-Government-Pension-Fund---Global-/companies-excluded-from-the-investment-u.html?id=447122> (dernière consultation: octobre 2008).
13. J. Birchall (2008) « Climate resolutions "having big impact" », Financial Times, 21 août 2008. [www.ft.com/cms/s/0/69bb6282-6edf-11dd-a80a-0000779fd18c.html](http://www.ft.com/cms/s/0/69bb6282-6edf-11dd-a80a-0000779fd18c.html).
14. Voir S. Waygood (2006) « Measuring the Effectiveness of Investor Engagement: GSK and Developing-Country Access to Essential Medicines », dans R. Sullivan et C. Mackenzie (éditeurs) Responsible Investment Greenleaf Publishing : Royaume-Uni : p.206-13 ; S. Waygood (2006) Capital Market Campaigning: Risk Books : Londres.
15. Oxfam International (2007) « Investing for Life: Meeting poor people's needs for access to medicines through responsible business practices », Oxford : Oxfam.
16. Voir par exemple, Pharmaceutical Shareowners' Forum (PSF) initiative [www.pharmashareowners.net](http://www.pharmashareowners.net) and PharmaFutures [www.pharmafutures.org](http://www.pharmafutures.org).
17. Initiative pour la transparence des industries extractives (2008) « Institutional Investors », <http://eitransparency.org/supporters/investors> (dernière consultation: octobre 2008).
18. Objectifs de développement du Millénaire « Background » [www.un.org/millenniumgoals/bkgd.shtml](http://www.un.org/millenniumgoals/bkgd.shtml) (dernière consultation: octobre 2008).
19. Banque mondiale/FMI « Global Monitoring Report 2008 – Overview », <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTGLOBALMONITOR/EXTGLOMONREP2008/0,,menuPK:4738069~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4738057,00.html>.
20. D. Lewis. « Poor states demand protection from global crisis », Reuters AlertNet, 1 octobre 2008.
21. Ibid.
22. Ivanic, M. et W. Martin (2008) « Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries », Policy Research Working Paper 4594, Washington DC : Banque mondiale.
23. Voir par exemple J. McGrath (2008) « Turning up the Heat: Climate change and poverty in Uganda » : Oxford : Oxfam GB.
24. Voir Oxfam GB (2008) « Business and the Millennium Development Goals. Your Call to Action », mai 2008.
25. Business Call to Action « Participants » [www.business-call-to-action.com/?page\\_id=25](http://www.business-call-to-action.com/?page_id=25).
26. Voir [www.unpri.org](http://www.unpri.org).



Ce document est la première publication du projet d'Oxfam « De meilleurs retours dans un monde meilleur », dont le but est d'évaluer la manière dont les investisseurs pourraient contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Pour plus de détails, veuillez consulter :  
[www.oxfam.org.uk/business](http://www.oxfam.org.uk/business)

© Oxfam GB, octobre 2008

Édité chez Oxfam Online par Oxfam GB,

Oxfam House John Smith Drive, Oxford OX4 2JY, Royaume-Uni.

Pour de plus amples informations concernant les questions évoquées dans le présent document, veuillez adresser un courriel à: [advocacy@oxfam.org.uk](mailto:advocacy@oxfam.org.uk)

Publié pour la première fois en ligne par Oxfam GB en octobre 2008

ISBN Internet: 978-1-84814-092-9

Ce document peut être téléchargé à [www.oxfam.org.uk/business](http://www.oxfam.org.uk/business) ou sur le site web d'Oxfam Publishing à [www.oxfam.org.uk/publications](http://www.oxfam.org.uk/publications).

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur mais peut être librement reproduite par tous moyens, à des fins de plaidoyer, de campagne et d'éducation, mais ne peut être commercialisée.

Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et une contribution peut être demandée.

Pour toute réutilisation telle que ci-dessus définie, veuillez adresser un courriel à l'adresse suivante en définissant l'usage qui sera fait du document ou en vue d'obtenir une autorisation: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk).

Oxfam est une organisation caritative enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (No 202918) et en Ecosse (SCO 039042). Oxfam GB est membre d'Oxfam International. Inhouse 3904.

**Be Humankind**



**Oxfam**